

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Insertion civique, du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les crédits, inscrits aux articles budgétaires du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2018, sont redistribués conformément au tableau ci-dessous :

(en [milliers] d'euros)

article budgétaire	allocation de base	type de crédit	de		vers	
			CE	CL	CE	CL
MB0-1MAF2ZZ-LO	MB0 1MA000 1100	CE/CL	121	121		
PH0-1PAC2ZZ-LO	PH0 1PA60100 1100	CE/CL			121	121
MB0-1MAF2ZZ-WT	MB0 1MA004 1211	CE/CL	37	37		
PH0-1PAC2ZZ-WT	PH0 1PA60300 1211	CE/CL			14	14
PH0-1PAC2ZZ-WT	PH0 1PA60400 1211	CE/CL			23	23
total			158	158	158	158

Règles de redistribution entre types de crédit :

(1) CL = crédit corrélatif (CE/CL) ;

(2) CE = AUT.

Art. 2. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, au Parlement flamand, à la Cour des Comptes et au Département des Finances et du Budget.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'Administration intérieure, l'Insertion civique, le Logement, l'Égalité des Chances et la Lutte contre la Pauvreté dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 septembre 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Insertion civique, du Logement,
de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,

L. HOMANS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2018/14217]

13 SEPTEMBRE 2018. — Décret confirmant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juin 2018 déterminant les compétences et savoirs requis à l'issue du deuxième degré de la section de transition et les compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition en « Arts du cirque » et « Arts circassiens »

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Confirmation de compétences terminales

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juin 2018 déterminant les compétences et savoirs requis à l'issue du deuxième degré de la section de transition et les compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition en « Arts du cirque » et « Arts circassiens » est confirmé, conformément aux articles 25, § 1^{er}, 2^o, et 26, § 1^{er}, 2^o, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

CHAPITRE II. — Procédure de dérogation limitée

Art. 2. Tout pouvoir organisateur ou toute fédération de pouvoirs organisateurs organisant un enseignement subventionné par la Communauté française peut introduire une demande de dérogation aux compétences terminales et savoirs requis visés à l'article 1 du présent décret aux conditions et selon la procédure définies aux articles suivants.

Art. 3. Aucune dérogation ne peut avoir pour effet de porter atteinte à la cohérence du système éducatif, tel qu'il résulte de la mise en œuvre des principes constitutionnels en matière d'enseignement. Elle ne peut, notamment, avoir pour effet de porter atteinte à la qualité de l'enseignement, au contenu de base ou à l'équivalence des diplômes et certificats ou encore de restreindre la liberté des parents de changer leur enfant d'école l'année scolaire suivante.

Aucune dérogation ne peut être accordée à un pouvoir organisateur ou à toute fédération de pouvoirs organisateurs dont le projet n'aurait pas pour effet de garantir les droits et libertés consacrés dans la Constitution, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la Convention relative aux droits de l'enfant.

Art. 4. § 1^{er}. Dans la demande de dérogation, le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs :

1° indique les modes d'apprentissage décrits dans les socles de compétences, les compétences minimales ou terminales visés par le présent décret dont il estime la définition trop contraignante pour lui laisser une latitude suffisante pour mettre en œuvre son propre projet pédagogique, en motivant en quoi chaque mode d'apprentissage restreint cette mise en œuvre ;

2° décrit les modes d'apprentissage alternatifs qu'il entend mettre en œuvre ;

3° justifie comment le remplacement qu'il opère respecte les conditions énoncées à l'article 3.

§ 2. La demande de dérogation précise les références exactes des suppressions et des insertions demandées. Une copie du projet pédagogique est jointe à la demande.

Sous peine d'être irrecevable, la demande de dérogation et ses annexes sont introduites, par envoi recommandé, auprès du Gouvernement, au plus tard six mois avant le début de l'année scolaire à partir de laquelle elle doit entrer en application.

Art. 5. § 1^{er}. Il est créé une commission chargée de donner un avis au Gouvernement sur les demandes de dérogation pour le référentiel visé à l'article 1.

Cette commission comprend :

1° l'Administrateur général de l'Enseignement ou son délégué, qui préside la commission ;

2° un membre de la Commission de pilotage désigné par l'Administrateur général de l'enseignement ;

3° un membre du service général de l'inspection désigné par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur et un membre du service général de l'inspection pour chaque discipline visée par la demande de dérogation, désigné par l'inspecteur général coordonnateur ;

4° le président et le vice-président du Conseil général de l'enseignement secondaire ou leurs délégués, sauf si l'un de ceux-ci est déjà membre de la commission à un autre titre auquel cas ledit Conseil général désigne un autre de ses membres ;

5° deux à quatre experts universitaires ou de hautes écoles en pédagogie désignés par le Gouvernement ;

6° deux représentants du Gouvernement siégeant avec voix consultative.

Le mandat des membres de la commission est gratuit.

La commission est convoquée par le président. La convocation contient l'ordre du jour.

La commission ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents. L'avis est émis à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Pour ce qui concerne les autres modalités de fonctionnement, la commission fixe son règlement d'ordre intérieur qui est soumis pour approbation au Gouvernement.

§ 2. Dès réception de la demande de dérogation, le Gouvernement la transmet, avec ses annexes, à la commission.

Dans un délai de deux mois, ne courant pas en juillet ni août, la commission transmet au Gouvernement un avis motivé sur :

1° le caractère nécessaire du remplacement de modes d'apprentissage eu égard à la mise en œuvre du projet pédagogique du pouvoir organisateur ou de la fédération de pouvoirs organisateurs ;

2° le respect de l'article 3.

Le Gouvernement transmet l'avis de la commission au pouvoir organisateur ou à la fédération de pouvoirs organisateurs concerné par envoi recommandé. Le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de l'avis de la commission pour faire valoir ses observations. Lorsque le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs n'a pas notifié ses observations dans les délais requis, la procédure est poursuivie sans qu'il soit tenu compte des observations tardives.

Art. 6. Au terme de la procédure visée à l'article 5, le Gouvernement prend une décision motivée sur la demande de dérogation. Si celle-ci est accordée, en tout ou en partie, le Gouvernement soumet à la confirmation du Parlement la dérogation accordée.

Si la dérogation est confirmée, elle est communiquée à la commission des programmes visée aux articles 17, 27 et 36 du décret du 24 juillet 1997 précité à laquelle le pouvoir organisateur ou la fédération de pouvoirs organisateurs communique le programme qu'il veut appliquer en fonction des dérogations obtenues.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 7. Les articles 2 à 6 entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 septembre 2018.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Égalité des Chances,

I. SIMONIS

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n°673-1. – Rapport de commission, n° 673-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 673-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 12 septembre 2018.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/14217]

13 SEPTEMBER 2018. — **Decreet tot bekrachtiging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juni 2018 tot bepaling van de competenties en kennis die vereist zijn op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling en de eindcompetenties en kennis die vereist zijn op het einde van de doorstromingsafdeling voor de "Arts du cirque" en de "Arts circassiens"**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bekrachtiging van eindcompetenties*

Artikel 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juni 2018 tot bepaling van de competenties en kennis die vereist zijn op het einde van de tweede graad van de doorstromingsafdeling en de eindcompetenties en kennis die vereist zijn op het einde van de doorstromingsafdeling voor de "Arts du cirque" en de "Arts circassiens", wordt bekrachtigd, overeenkomstig de artikelen 25, § 1, 2°, en 26, § 1, 2°, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor een beperkte afwijking*

Art. 2. Elke inrichtende macht of elke federatie van inrichtende machten die een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs organiseert kan een aanvraag om afwijking van de eindcompetenties en vereiste kennis bedoeld in artikel 1 van dit decreet, mits inachtneming van de voorwaarden en de procedure bepaald in de hierna volgende artikelen.

Art. 3. Geen enkele afwijking kan als uitwerking hebben dat de coherentie van het onderwijssysteem, zoals het uit de toepassing van de grondwetsbeginselen inzake onderwijs voortvloeit, in het gedrang zou worden gebracht. Ze kan inzonderheid niet tot gevolg hebben dat de kwaliteit van het onderwijs, alsook de basisinhoud of de gelijkwaardigheid van de diploma's en getuigschriften in het gedrang zouden worden gebracht of als uitwerking hebben dat de vrijheid van de ouders om hun kind van school te veranderen het volgende schooljaar beperkt zou worden.

Geen enkele afwijking kan aan een inrichtende macht of een federatie van inrichtende machten toegekend worden waarvan het project niet tot gevolg zou hebben de rechten en de vrijheden te waarborgen vervat in de Grondwet, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden alsook het Verdrag inzake de rechten van het kind.

Art. 4. § 1. In de aanvraag om afwijking:

1° vermeldt de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten de leerwijzen beschreven in de eindtermen, de minimale of eindcompetenties bedoeld in dit decreet waarvan ze acht dat de definitie te beperkend is om haar genoeg vrijheid te laten om haar pedagogisch project te verwezenlijken, waarbij ze uitlegt hoe elke leerwijze die verwezenlijking beperkt;

2° beschrijft de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten de alternatieve leerwijzen die ze wenst toe te passen;

3° verantwoordt de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten hoe de vervanging die ze wenst toe te passen de voorwaarden bedoeld in artikel 3 in acht neemt.

§ 2. De aanvraag om afwijking vermeldt de exacte verwijzingen naar de afschaffingen en de inserties die aangevraagd worden. Er wordt een afschrift van het pedagogische project bij de aanvraag gevoegd.

Op straffe van onontvankelijkheid, worden de aanvraag om afwijking en haar bijlagen, per aangetekend schrijven, bij de Regering ingediend, ten laatste zes maanden voor het begin van het schooljaar vanaf hetwelk ze van toepassing moet zijn.

Art. 5. § 1. Er wordt een commissie opgericht belast met het uitbrengen van een advies aan de Regering over de aanvragen om afwijking voor de referentiessystemen bedoeld in artikel 1.

De commissie is samengesteld uit:

1° de administrateur-generaal van het Onderwijs of diens afgevaardigde, die de commissie voorzigt;

2° een lid van de Sturingscommissie aangewezen door de administrateur-generaal van het onderwijs;

3° een lid van de algemene inspectiedienst aangewezen door de Regering, op voorstel van de coördinerend inspecteur-generaal en een lid van de algemene inspectiedienst voor elk vak beoogd door de aanvraag om afwijking, dat aangewezen wordt door de coördinerend inspecteur-generaal;

4° de voorzitter en de ondervoorzitter van de Algemene raad voor het secundair onderwijs of diens afgevaardigde, behoudens als een van deze al lid is van de commissie wegens een andere hoedanigheid, in welk geval de genoemde Algemene Raad een ander lid aanstelt;

5° twee tot vier universitaire deskundigen of deskundigen uit hoge scholen die bevoegd zijn inzake pedagogie, aangewezen door de Regering;

6° twee vertegenwoordigers van de Regering die met raadgevende stem zetelen.

Het mandaat van de leden van de commissie wordt niet bezoldigd.

De commissie wordt door de voorzitter bijeengeroepen. De oproepingsbrief bevat de agenda.

De commissie beraadslaagt en beslist enkel geldig indien de helft van de leden aanwezig is. Het advies wordt bij de meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

Wat betreft de andere nadere werkingsregels, bepaalt de commissie haar huishoudelijk reglement dat aan de goedkeuring van de Regering wordt voorgelegd.

§ 2. Zodra de aanvraag om afwijking ontvangen wordt, zendt de Regering deze, met haar bijlagen, aan de commissie over.

Binnen een termijn van twee maanden, die tijdens de maanden juli of augustus niet loopt, zendt de commissie een met redenen omkleed advies aan de Regering over omtrent:

1° de noodzakelijke aard van de vervanging van sommige leerwijzen met betrekking tot de toepassing van het pedagogische project van de inrichtende macht of de federatie van inrichtende machten;

2° de inachtneming van artikel 3.

De Regering zendt het advies van de commissie over aan de betrokken inrichtende macht of de betrokken federatie van inrichtende machten bij aangetekend schrijven. De betrokken inrichtende macht of de betrokken federatie van inrichtende machten beschikt over een termijn van een maand vanaf de datum van de ontvangst van het advies van de commissie om zijn op- en aanmerkingen te laten gelden. Wanneer de betrokken inrichtende macht of de betrokken federatie van inrichtende machten haar op- en aanmerkingen niet binnen de vereiste termijnen heeft laten kennen, wordt de procedure voortgezet zonder dat er rekening wordt gehouden met laattijdige op- en aanmerkingen.

Art. 6. Op het einde van de procedure bedoeld in artikel 5, neemt de Regering een met redenen omklede beslissing over de aanvraag om afwijking. Als deze laatste, volledig of gedeeltelijk, toegekend wordt, legt de Regering de toegekende afwijking aan de bekrachtiging van het Parlement voor.

Als de afwijking bekrachtigd wordt, wordt ze meegedeeld aan de programmacommissie bedoeld in de artikelen 17, 27 en 36 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 waaraan de betrokken inrichtende macht of de betrokken federatie van inrichtende machten het programma dat ze wenst toe te passen in functie van de verkregen afwijkingen meedeelt.

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

Art. 7. De artikelen 2 tot 6 treden in werking de dag waarop dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 september 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 673-1.- Commissieverslag, nr. 673-2.- In voltallige vergadering aangenomen tekst, nr. 673-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 12 september 2018.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/31943]

20 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot regeling van de toelagen voor de prestaties van de personeelsleden van Brussel Mobiliteit van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, aangewezen voor het berijdbaar houden van de wegen tijdens de winterperiode

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 40, § 1;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 389;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juni 1983 tot vaststelling van de wijze van toekenning van compensatieverlof en van toelagen aan de personeelsleden van het Ministerie van Openbare Werken die tijdens de winterperiode zorg dragen voor het berijdbaar houden van het wegennet;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën van 20 april 2015 en 4 oktober 2015 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting, gegeven op 16 juni 2016 ;

Gelet op het protocol nr. 2016-01 van sector XV van 01/02/2016 ;

Gelet op het advies nr. 60.152/4 van de Raad van State, gegeven op 17 oktober 2016, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Gelet op de gendertest uitgevoerd op 6 oktober 2015 met toepassing van artikel 3, 2° van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/31943]

20 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale réglant les allocations pour les prestations, durant la période hivernale, des membres du personnel de Bruxelles-Mobilité du Service public régional de Bruxelles affectés aux opérations du maintien de la viabilité de la voirie

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions Bruxelloises, l'article 40, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 389 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juin 1983 fixant les modalités d'octroi de congés compensatoires et d'allocations au personnel du Ministère des Travaux publics affectés au maintien de la viabilité du réseau routier en période hivernale ;

Vu les avis de l'inspecteur des Finances des 20 avril 2015 et 4 octobre 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juin 2016 ;

Vu le protocole du comité de secteur XV n° 2016-01 du 01/02/2016 ;

Vu l'avis n° 60.152/4 du Conseil d'Etat du 17 octobre 2016, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu le gender test réalisé le 6 octobre 2015 en application de l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale;